



Aperçu général

“Nous avons lu les textes scientifiques. Le réchauffement planétaire est réel, et nous en sommes une cause majeure... Nous devons fixer un programme – créer une feuille de route vers l’avenir, avec aussi un accord à atteindre d’ici 2009. En cela, il est utile de se représenter comment pourrait apparaître l’avenir si nous réussissons.”

—BAN Ki-moon¹

Le climat – moyenne des conditions météorologiques sur une longue période – change toujours, mais jamais dans l’expérience humaine plus radicalement qu’il ne changera probablement durant le siècle qui commence. Pendant des millénaires, depuis que les civilisations ont pris naissance à partir des sociétés agricoles des temps primitifs, le climat de la terre dans son ensemble a été relativement stable, avec des températures et des régimes de précipitations qui ont soutenu la vie humaine et ont permis aux humains de s’établir partout sur le globe.

Un nombre croissant de données montre que les changements climatiques récents sont en premier lieu le résultat de l’activité humaine. Le mode d’influence de l’activité humaine sur les changements climatiques est complexe. Il s’agit de ce que nous consommons, des types d’énergie que nous produisons et utilisons, du lieu – ville ou exploitation agricole – où nous vivons, du pays – riche ou pauvre – où nous vivons, de notre âge – jeunes ou vieux –, de notre nourriture et même de la mesure dans laquelle femmes et hommes jouissent de l’égalité des droits et des chances. Il s’agit aussi de la population croissante, qui approche 7 milliards. Comme la rapidité de la croissance démographique, de celle des économies et de la consommation dépasse la capacité de la terre à opérer les ajustements nécessaires, les changements climatiques pourraient devenir beaucoup plus extrêmes – voire, peut-on penser, catastrophiques. La dynamique de la population ne dit qu’une partie d’une histoire plus vaste et plus complexe concernant la manière dont certains pays et individus ont recherché le développement et défini le progrès et la manière dont d’autres ne pouvaient à peu près faire entendre leur voix dans les décisions qui retentissent sur leur vie.

L’influence des changements climatiques sur les humains est également complexe, car elle stimule la migration, détruit des moyens d’existence, perturbe les économies, sape le développement et exacerbe les inégalités entre les sexes.

Les changements climatiques concernent les humains.

Ce sont les humains qui causent les changements climatiques. Ils sont affectés par eux. Ils ont besoin de s’y adapter. Et eux seulement ont le pouvoir de les arrêter.

Pourtant, tous les peuples ou pays ne sont pas créés égaux s’agissant des émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent notre atmosphère. Jusqu’à présent, les pays industrialisés ont produit de loin la plus grande part du carbone et d’autres gaz qui altèrent le climat, mais ils ont été relativement à l’abri des effets des changements climatiques. Le monde en développement a été responsable d’une plus petite part des émissions de gaz à effet de serre, et c’est lui néanmoins qui doit supporter la plus grande partie du fardeau qu’implique l’obligation de faire face et de s’adapter aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la hausse du niveau des mers, aux inondations et à la sécheresse. Les pays industrialisés ont créé le problème pour la plus grande part, mais ce sont les pauvres du monde qui affronteront les plus graves problèmes pour s’y adapter. Et, si le monde veut éviter des changements climatiques dangereux, il pourrait rester peu de place libre dans l’atmosphère pour que les pays pauvres se développent économiquement en utilisant les mêmes formes d’énergie à forte intensité de carbone sur lesquelles les pays industrialisés ont compté dans leur développement au cours des deux derniers siècles.

Que sont les changements climatiques?

La surface de la terre se réchauffe. La hausse de la température depuis la fin du XIX^e siècle peut sembler faible – 0,74 degré Celsius –, mais son impact sur les humains sera probablement profond. Cet impact sera encore plus grand à mesure que les températures continuent de monter, peut-être de non moins de 6,4 degrés Celsius d’ici 2100. À mesure que les températures montent, les schémas météorologiques se modifient avec des conséquences éventuellement catastrophiques, surtout pour les pauvres du monde entier.

¹ En Thaïlande, recherche d’escargots au fond du lit asséché d’un lac.

© Werachai Wansamgan/PNUE/Still Pictures

Sur les pentes glacées qui descendent des monts Huayna Potosi et Chacaltaya et les plaines situées en dessous se trouve un chapelet de minuscules communautés qui subsistent péniblement en élevant des lamas, des moutons et des poulets et en cultivant sur de petites surfaces des pommes de terre et de l'oca, plante vivace qui pousse dans les Andes centrales et méridionales. En certains endroits, les pentes qu'ils cultivent sont si raides que les agriculteurs paraissent défier la loi de la pesanteur.

Les glaciers qui jadis fournissaient en abondance une eau très claire à ces communautés ont subi un rétrécissement extraordinaire au cours des 15 à 20 dernières années, ce qui cause à la population de lourdes comme de moindres épreuves – elles vont de l'irrégularité de l'approvisionnement en eau de centres urbains comme El Alto, ville pauvre qui ne cesse de s'étendre, et la capitale de la Bolivie, La Paz, jusqu'à la fermeture des pentes de ski du Chacaltaya, glacier maintenant réduit à une mince bande de neige qui se niche immédiatement au-dessous du sommet d'environ 6 000 mètres.

Presque tous les glaciers dits tropicaux du monde sont situés dans les Andes. Environ 20 % d'entre eux sont en Bolivie.

Selon le Ministère bolivien de l'eau et de l'environnement, les glaciers de la Cordillera Real ont diminué de 84 kilomè-

tres carrés, soit 24 % de leur superficie, entre 1987 et 2004, et leur disparition progressive se poursuit.

Leucadia Quispe, qui est née et a grandi dans la communauté Botijlaca sur les contreforts du Chacaltaya et du Huayna Potosi, est l'une des nombreux Boliviens et Boliviennes touchés par cette crise de l'environnement. Leucadia cultive des pommes de terre et de l'oca dans ce qui doit être l'un des climats les plus rudes de l'Amérique du Sud. Âgée de 60 ans, elle a huit enfants, dont l'un habite encore Botijlaca. Les sept autres ont migré dans d'autres parties du pays "parce qu'il n'y a pas moyen de gagner sa vie ici."

Chaque jour, elle se réveille à 4 heures du matin et fait bouillir de l'eau pour se préparer de la camomille. Le petit déjeuner se compose d'un plat de caya – de l'oca qui a trempé dans l'eau pendant deux mois. Au déjeuner, la famille mange de l'oca, des pommes de terre et quelquefois de la viande de lama ou de mouton.

Elle dit que la famille doit porter l'eau depuis la rivière pour son propre usage aussi bien que pour irriguer ses cultures. "Il y a moins d'eau maintenant", précise-t-elle. "Autrefois, nous pouvions puiser de l'eau pour l'irrigation dans les torrents qui descendaient du glacier Huayna Potosi, mais les torrents ont disparu et maintenant nous devons aller chercher l'eau dans une rivière plus haut dans la vallée."



Leucadia Quispe récolte de l'oca sur sa minuscule parcelle dans la communauté rurale de Botijlaca (Bolivie). Elle dit qu'il y a chaque année de moins en moins d'eau pour l'irrigation.

© Trygve Olfarnes/UNFPA

Elle passe maintenant des heures à transporter l'eau dans des conteneurs de cinq litres, un dans chaque main. Une autre conséquence de l'amenuisement des réserves d'eau est qu'il y a moins de fourrage pour ses lamas et ses moutons, et quelques-uns des lamas sont déjà morts de faim, ajoute-t-elle.

C'est presque certainement à une rapide et vaste accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre qu'il faut imputer, en plus grande partie ou en totalité, la hausse de la température. Le gaz à effet de serre le plus répandu est le dioxyde de carbone, et le méthane le suit d'assez près. Ces gaz à effet de serre existent sans intervention humaine et servent à retenir une partie de la chaleur solaire. Sans "effet de serre", la surface de la Terre serait trop froide pour entretenir la vie. Mais, parce qu'aux gaz à effet de serre qui sont présents naturellement dans l'atmosphère se sont ajoutés ceux qui résultent de l'activité humaine, l'équilibre qui maintient la terre à une température relativement constante a été perturbé. Depuis la révolution industrielle, une consommation intense de bois, charbon de bois, charbon, pétrole et gaz a produit des concentrations accrues de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. La culture du riz, l'élevage du bétail et la combustion des déchets organiques ont plus que doublé les concentrations

de méthane. L'emploi d'engrais artificiels, rendu possible par des techniques mises au point au début du XX^e siècle, a libéré dans l'air et dans l'eau d'immenses volumes d'un autre gaz à effet de serre, l'oxyde nitreux. Et depuis la décennie 1920-1930, l'industrie a utilisé un certain nombre de composés de carbone produits par l'homme pour la réfrigération et la lutte contre les incendies. Certains de ces composés se sont révélés des gaz à effet de serre très puissants.

Les changements climatiques de l'avenir dépendront en grande partie de la rapidité avec laquelle les gaz à effet de serre s'accumulent dans l'atmosphère. À son tour, ce phénomène dépendra du volume des émissions et du volume que la nature est capable d'absorber. Depuis 2000, les émissions de dioxyde de carbone "anthropiques" ou causées par l'homme ont augmenté quatre fois plus vite que durant la décennie précédente. La majeure partie de ces émissions provient de la consommation de combustibles fossiles².

En même temps, les “puits” de carbone naturels qui absorbent une partie des émissions sont incapables de remplir cette fonction avec leur efficacité passée. Les principaux puits de carbone sont les océans, les étendues gelées de l'Arctique et les forêts, qui tous sont en train de perdre leur capacité d'absorber les gaz à effet de serre de l'atmosphère.

Leur impact

Les changements climatiques ont le potentiel, selon la Banque mondiale³, d'effacer les avancées durement acquises en matière de développement ces dernières décennies ainsi que le progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les pénuries d'eau, les tempêtes tropicales intenses et les ondes de tempête, les inondations, la perte de l'eau de fonte des glaciers pour l'irrigation des cultures, les pénuries alimentaires et les crises sanitaires auront de très sérieux effets.

Les changements climatiques menacent d'aggraver la pauvreté et d'infliger aux groupes marginalisés et vulnérables des épreuves additionnelles. En Asie du Sud-Est, par exemple, environ 221 millions de personnes vivent déjà au-dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour⁴. Beaucoup des pauvres

de la région vivent dans des zones côtières et des deltas de faible altitude et sont souvent de petits agriculteurs ou tirent leurs ressources de la mer. Les ménages pauvres sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques parce que leur revenu marginal ne leur permet d'obtenir qu'un accès faible ou inexistant aux services de santé et aux autres filets de sécurité afin de se protéger contre les menaces inhérentes à ces changements et parce qu'ils manquent des ressources nécessaires pour se réinstaller ailleurs quand une crise frappe. Les décès et les maladies résultant d'une chaleur extrême, d'un froid inhabituel, de maladies infectieuses et de la malnutrition sont au nombre des menaces directes que les changements climatiques pourraient faire peser sur les pauvres de la région.

Également sous l'effet des changements climatiques, le niveau des mers s'élèvera, menaçant les zones côtières de basse altitude à population dense et les petits États insulaires. L'Indonésie, par exemple, pourrait perdre non moins de 2 000 petites îles d'ici 2030 du fait de la hausse du niveau des mers⁵.

Les changements climatiques non seulement mettront des vies en danger et menaceront des moyens d'existence, mais ils risquent aussi d'aggraver les écarts entre riches et pauvres et d'amplifier les inégalités entre femmes et hommes.

2 LES FEMMES SUPPORTENT LE PLUS GROS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Trinidad Domingo, agricultrice philippine, tremble en pensant à la prochaine récolte de riz. Un typhon en a détruit une bonne partie et Domingo estime que sa parcelle de deux hectares produira moins des 200 sacs habituels.

Les typhons font partie de la vie de la plupart des agriculteurs philippins, mais ils savent comment limiter autant que possible les pertes causées par de fortes pluies. Domingo commence le labourage de son champ de riz dès juin et juillet – début de la saison humide. En plantant de bonne heure, elle peut éviter le plus gros des dégâts dus aux pluies. Cette année, Domingo n'a pu planter avant août, parce que la saison humide a commencé tard.

“C'est vraiment un problème pour moi qui ai investi beaucoup d'argent, environ 60 000 pesos philippins (1 250 dollars), dans cette récolte. Je serai peut-être incapable de rembourser mon prêt et ma famille pourrait avoir vraiment besoin de se serrer la ceinture”, dit-elle. Domingo est le chef d'une famille étendue qui comprend ses frères et sœurs et leurs nombreux enfants.

Une mauvaise récolte de riz menace la sécurité alimentaire de sa famille. Elle a

aussi beaucoup de mal à trouver l'argent pour rembourser les prêts et acheter des produits de première nécessité.

L'irrégularité de la météorologie cause des problèmes aux agriculteurs comme Domingo. La fréquence accrue des vagues de chaleur, des inondations et de la sécheresse semble avoir réduit énormément les rendements agricoles et les prises en mer, et causé le renchérissement des denrées alimentaires.

Du même coup, les femmes et les filles ont une tâche plus difficile, car ce sont elles qui sont supposées veiller à ce que la famille ait assez à manger, selon Ines Smyth, Conseillère pour l'égalité des sexes auprès d'Oxfam, au Royaume-Uni.

Prenant la parole à une conférence tenue à Manille, en octobre, sur la dimension sexospécifique et les changements climatiques, Smyth a noté qu'en raison de la hausse des prix alimentaires, “les femmes paient avec leur temps le manque d'argent. Elles prennent un travail supplémentaire, même s'il est mal rétribué”. La conférence, d'une durée de quatre jours, était organisée par le Centre pour les femmes de la région Asie-Pacifique engagées

dans la vie publique et par la Stratégie internationale des Nations Unies pour la réduction du risque de catastrophe.

Selon un rapport présenté par le *Center for Empowerment and Resource Development, Inc.* (CERD), organisation non gouvernementale de Manille qui assure la gestion des ressources côtières à base communautaire, les femmes se mesurent maintenant à l'impact cruel des changements climatiques parmi les communautés de pêcheurs établies dans les zones côtières des Philippines.

“Parce que les prises de poisson sont moins abondantes, les femmes portent un fardeau supplémentaire. En plus de leurs besoins domestiques et de la participation à la pêche, il leur faut trouver des sources additionnelles de revenu, par exemple en travaillant comme domestiques pour des familles plus aisées”, dit Marita P. Rodriguez, spécialiste de l'élaboration des projets au CERD.

Par Prime Sarmiento. Extraits repris avec l'autorisation de l'Inter Press News Agency, octobre 2008.

Les femmes – en particulier dans les pays pauvres – ne seront pas affectées de la même manière que les hommes. Elles comptent parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, en partie parce qu'en de nombreux pays elles représentent la plus grande part de la main-d'œuvre agricole, en partie parce qu'elles ont généralement un moindre accès aux possibilités de gagner un revenu. Les femmes gèrent les foyers et prennent soin des membres de la famille, ce qui limite souvent leur mobilité et les rend plus vulnérables à des catastrophes naturelles soudaines liées au climat. La sécheresse et des précipitations devenues irrégulières obligent les femmes à travailler plus dur pour assurer à leur foyer nourriture, eau et énergie. Les filles quittent l'école pour aider leur mère dans ces tâches. Ce cycle de privation, de pauvreté et d'inégalité détruit le capital social nécessaire pour faire face efficacement aux changements climatiques.

Leurs effets sur la santé

En mai 2009, la revue médicale *The Lancet* a qualifié les changements climatiques de "plus grave menace à la santé du monde au XXI^e siècle"⁶. L'incidence des maladies à vecteur, par exemple, augmentera. Des millions de personnes en plus seront atteintes du paludisme, car la hausse des températures permet aux moustiques porteurs de la maladie de subsister à des altitudes plus élevées. En outre, la hausse des températures entraînera vraisemblablement un stress calorique, augmentant ainsi les taux de mortalité à court terme sous l'effet de coups de chaleur. D'autre part, le changement du régime des précipitations et la hausse des températures au cours des prochaines décennies rendront probablement l'approvisionnement en eau salubre et des services d'assainissement adéquats "plus difficiles que ce n'est le cas aujourd'hui".

3 GLOSSAIRE

Adaptation : Il s'agit de se préparer et faire face aux impacts des changements climatiques. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques, le terme renvoie aux changements intervenus dans les processus, les pratiques et les structures afin de modérer les dommages potentiels ou de bénéficier des possibilités liées aux changements climatiques.

Atténuation : Il s'agit de s'attaquer aux causes des changements climatiques par des mesures qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre ou aident à évacuer les gaz de l'atmosphère au moyen, par exemple, de la séquestration du carbone par les arbres et les sols.

Changements climatiques : Aux fins du présent rapport, altération du climat de la terre causée par l'accumulation dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, comme le dioxyde de carbone, du fait de l'activité humaine. Les gaz à effet de serre absorbent la chaleur solaire et réchauffent la surface de la terre. Les termes "anthropiques", "produits par l'homme" et "causés par l'homme" précèdent parfois l'expression "changements climatiques", pour rappeler que presque tous les changements climatiques dont il est question dans le présent rapport dépassent les oscillations naturelles ou les dépasseront probablement.

Climat : moyenne des conditions météorologiques sur une longue période.

Dimension sexespcifique : Éventail des attentes conditionnées par la société et des rôles appris concernant la manière dont femmes et hommes interagissent, vivent et travaillent dans toute société. L'expression dépasse les femmes et les filles et inclut les hommes et les garçons, ainsi que les relations entre les sexes. Elle détermine ce qui est attendu, autorisé et apprécié chez une femme ou un homme dans un contexte déterminé.

Dynamique de la population : Caractéristiques variables du nombre d'humains au niveau mondial ou dans toute zone géographique spécifiée, notamment le taux de croissance démographique, la densité, la répartition géographique (y compris les flux de population à l'intérieur des pays et au-delà des frontières) et la structure d'âge (proportion relative des groupes de population appartenant à chaque tranche d'âge spécifiée).

Égalité des sexes: Concept selon lequel tous les humains – hommes et femmes – ont la liberté de développer leurs capacités individuelles et de faire des choix affranchis des limitations que fixent les stéréotypes, les rôles sexespcifiques rigides ou les préjugés. L'égalité des sexes implique que les divers comportements, aspirations et besoins des femmes et des hommes sont pris en considération, appréciés et jugés favorablement sur un pied d'égalité. Elle ne signifie pas que femmes et hommes sont identiques, mais plutôt que leurs

droits, responsabilités et perspectives d'avenir ne dépendront pas du fait qu'ils soient de sexe masculin ou féminin⁷.

Santé reproductive : A été définie par l'Organisation mondiale de la santé comme un état de bien-être physique, mental et social pour tout ce qui se rapporte au système reproductif à toutes les étapes de la vie. La santé reproductive implique que les individus sont en mesure d'avoir une vie sexuelle satisfaisante et sans danger et qu'ils ont la capacité de se reproduire et la liberté de décider s'ils veulent des enfants et, dans l'affirmative, du moment de leur naissance et de leur nombre. Elle inclut implicitement le droit des hommes et des femmes d'être informés et d'avoir accès à des méthodes de planification familiale de leur choix qui soient sans danger, efficaces, de prix modéré et acceptables, et le droit d'avoir accès à des soins de santé appropriés qui permettent aux femmes de traverser sans danger la grossesse et l'accouchement. On entend par soins de santé reproductive l'ensemble des méthodes, techniques et services qui contribuent à la santé reproductive et au bien-être en prévenant et résolvant les problèmes de santé reproductive⁸.

Temps : Conditions météorologiques en tout lieu et à tout moment donnés.

Mais *The Lancet* note aussi que les changements climatiques se combineront avec la croissance démographique pour “infliger une surcharge additionnelle à des systèmes de santé déjà faibles” et aggraveront la vulnérabilité aux effets négatifs des changements climatiques. “Le dommage causé à l’environnement par la société moderne est peut-être l’un des risques sanitaires les plus inéquitables de notre temps”, expose *The Lancet*, notant que l’“empreinte carbone” du milliard le plus pauvre équivaut à environ 3 % de l’empreinte totale dans le monde. Pourtant, ce sont les plus pauvres qui supportent hors de toute proportion les effets des changements climatiques⁹. “Selon les prévisions, la perte d’années de vie en bonne santé du fait du changement environnemental dans le monde – y compris les changements climatiques – sera 500 fois plus importante parmi les populations africaines pauvres que parmi les populations européennes.”

L’Organisation mondiale de la santé évalue à 150 000 environ le nombre de décès inutiles – du fait de fortes vagues de chaleur, de tempêtes ou de phénomènes similaires – dont les changements climatiques survenus depuis les années 70 ont été la cause¹⁰.

La migration

Selon *The Lancet*, “les mouvements de population de grande ampleur s’intensifieront probablement parce que les changements climatiques conduisent à abandonner des environnements inondés, ou arides et inhospitaliers. La migration de masse en résultant entraînera de nombreux et graves problèmes sanitaires tant directement, du fait des diverses tensions liées au processus de migration, qu’indirectement, du fait des luttes civiles qui pourraient être causées par un déplacement chaotique.”

Des millions de personnes qui vivent maintenant dans des zones côtières de basse altitude seront peut-être contraintes de quitter leur demeure si le niveau de la mer s’élève comme le prévoient de nombreux experts des changements climatiques. Des sécheresses prolongées et sévères sont susceptibles de chasser davantage d’agriculteurs des zones rurales vers les villes pour y chercher de nouveaux moyens d’existence. Les résidents de taudis urbains dans les zones exposées aux inondations peuvent migrer dans les zones rurales pour échapper au danger. Et, dans certains cas, la dégradation progressive de l’environnement peut faire disparaître les possibilités de gagner un revenu, poussant certains à quitter le territoire national.

Les raisons pour lesquelles certains migrent ou cherchent refuge ailleurs sont complexes, ce qui rend difficile de prévoir quel effet les changements climatiques auront dans l’avenir sur les migrations. Quoiqu’il en soit, les changements climatiques seront vraisemblablement un facteur essentiel des mouvements de population dans l’avenir, probablement surtout sous forme

de déplacements internes, mais aussi dans une certaine mesure sous forme de migrations au-delà des frontières nationales.

Les humains et les changements climatiques

Le Groupe d’experts intergouvernemental sur les changements climatiques a appuyé la conclusion scientifique selon laquelle l’augmentation causée par l’homme des concentrations de gaz à effet de serre dans l’atmosphère est très probablement la cause principale des hausses de température que le monde a enregistrées depuis le milieu du XXe siècle. Le Groupe se compose de plus de 2 000 savants et autres experts du monde entier; il est patronné par le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) et l’Organisation météorologique mondiale.

Les gaz à effet de serre ne s’accumuleraient pas de manière si dangereuse si le nombre des habitants de la planète n’augmentait pas si rapidement, mais s’il était resté à 300 millions, population du monde il y a 1 000 ans, contre 6,8 milliards aujourd’hui¹¹. La relation entre croissance démographique et accumulation des gaz à effet de serre n’a qu’à peine figuré jusqu’ici dans les débats scientifiques et diplomatiques. Une raison en est que la croissance démographique et ce que l’on pourrait faire à son sujet, s’il y a quelque chose à faire, ont été longtemps des sujets difficiles, controversés et porteurs de division. La responsabilité première de l’accumulation actuelle de gaz à effet de serre incombe aux pays développés, dont la croissance démographique et les taux de fécondité, alors qu’ils étaient assez élevés dans les siècles précédents, ont maintenant baissé à tel point que les familles de deux enfants ou moins y sont la norme. La croissance démographique mondiale survient aujourd’hui pour la plus grande part dans les pays en développement, dont la contribution aux émissions de gaz à effet de serre est traditionnellement bien moindre que celle des pays développés. Toutefois, les émissions de quelques grands pays en développement augmentent aujourd’hui rapidement du fait de leur industrialisation à forte intensité de carbone et de l’évolution de leur mode de consommation, ainsi que de leur croissance démographique actuelle¹².

Au-delà des prévisions de modèles climatiques informatisés et des scénarios de l’avenir présentés par le Groupe d’experts intergouvernemental sur les changements climatiques, le sens commun à lui seul suggère qu’une évolution continue du climat soumettra à un pénible stress sociétés et individus, surtout ceux qui sont déjà le plus exposés, et exacerbera les inégalités existantes.

Les spécialistes, notamment les auteurs des rapports du Groupe d’experts intergouvernemental sur les changements climatiques, reconnaissent bien l’importance de la rapidité et de l’ampleur de la croissance démographique récente quant à l’accroissement futur du volume des émissions de gaz à



▲ Une zone du Kenya frappée par la sécheresse. Les changements intervenus dans le régime des précipitations menacent la production alimentaire en bien des parties de l'Afrique et d'autres régions.

© AFP/Getty Images

effet de serre. Le ralentissement de la croissance démographique, tant dans les pays en développement que dans les pays développés, peut aider à faciliter la tâche de rendre tolérable à long terme le volume des émissions mondiales dans l'atmosphère et permettre une adaptation plus immédiate aux changements déjà en cours. Mais la mesure dans laquelle le ralentissement de la croissance démographique importera dépend des tendances mondiales dans l'avenir sur plusieurs plans: économie, technologie et consommation. Le rôle de la croissance démographique dans l'augmentation du volume des émissions de gaz à effet de serre est loin d'être l'unique lien de la démographie avec les changements climatiques. La composition des ménages est l'une des variables qui influe sur le volume de gaz à effet de serre libérés dans l'atmosphère. Une étude au moins a montré que la consommation d'énergie par habitant des ménages peu nombreux est sensiblement plus élevée que celle des ménages nombreux¹³. Certaines données font penser que les changements intervenus dans la structure d'âge et la répartition géographique – la tendance vers l'urbanisation, par exemple – peuvent retentir sur l'augmentation du volume des émissions. La dynamique de la population influera probablement sur les émissions de gaz à effet de serre à long terme. Dans l'avenir immédiat, elle influera sur la capacité des pays de s'adapter aux impacts des changements climatiques.

Les régimes actuels de consommation, surtout dans les pays industrialisés, poussent déjà au maximum les limites de la viabilité écologique. Les aspirations légitimes au développement dans les régions en développement, qui groupent déjà plus des quatre cinquièmes de la population actuelle du monde, rendent le problème encore moins facile à résoudre. Selon un groupe d'experts des changements climatiques et de la population réuni à Londres en juin 2009¹⁴, l'amélioration de l'accès à la santé sexuelle et reproductive, y compris la

planification familiale volontaire, est essentielle au bien-être des individus et accélère la stabilisation du chiffre de la population. Des réalisations de haute importance dans le domaine de la planification familiale ont eu dans le passé des effets sensibles sur le ralentissement de la croissance démographique, et ce ralentissement a dans certains pays assuré un délai supplémentaire pour préparer des plans d'adaptation aux impacts à venir des changements climatiques.

La dimension sexospécifique: une variable sous-représentée

Les rapports entre les sexes et l'attention due aux besoins spécifiques de chaque sexe sont restés jusqu'à une date récente assez indifférents à ceux qui sont chargés de faire face aux changements climatiques mondiaux. L'expression "dimension sexospécifique" n'apparaît pas dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC). Cependant, après avoir généralement omis cette expression dans le texte des traités et dans les délibérations internationales, le secrétariat de l'UNFCCC a officiellement reconnu en décembre 2008, à la quatorzième Conférence des Parties tenue à Poznań (Pologne), que "la dimension sexospécifique des changements climatiques et leurs impacts ont chance d'affecter différemment hommes et femmes". Le secrétariat a insisté en faveur de la formulation de "mesures gouvernementales faisant une place à la dimension sexospécifique pour affronter les changements climatiques" et souligné que les femmes "sont d'importants acteurs" et "agents de changement" s'agissant d'affronter les changements et de s'y adapter. Le secrétariat a d'autre part nommé un coordonnateur chargé de la dimension sexospécifique et un groupe de "responsables de la dimension sexospécifique" avec mission de veiller à ce que la dimension sexospécifique ait sa place dans trois des domaines d'activité de l'UNFCCC¹⁵.

L'expression "dimension sexospécifique" se réfère aux différences dans les rôles imposés par la société et aux perspectives inséparables de la qualité d'homme ou de femme, ainsi qu'aux interactions et relations sociales entre hommes et femmes. Parler de dimension sexospécifique, ce n'est pas parler seulement des femmes. Les politiques qui visent à répondre à tout aspect des changements climatiques seront moins efficaces si elles manquent à tenir compte des différences entre hommes, femmes, garçons et filles. Les politiques qui ignorent la dimension sexospécifique risquent d'aggraver les problèmes liés aux changements climatiques en approfondissant les inégalités entre les sexes¹⁶. Il peut s'avérer nécessaire de prêter une attention particulière à compenser les inégalités que les femmes affrontent actuellement.

Étant donné l'importance de la participation des femmes à la production et à la préparation des aliments et le rôle potentiel des modes d'utilisation des sols dans la recherche

de solutions aux changements climatiques dans les pays en développement, l'étroite relation entre dimension sexospécifique, structure du sol et changements climatiques appelle une analyse bien plus ample que ce n'est actuellement le cas. Parce qu'elles sont plus pauvres, qu'elles ont un moindre contrôle sur leur propre existence, que leur productivité économique est moins reconnue et qu'elles supportent de loin la plus lourde charge dans la procréation et dans l'éducation des enfants, les femmes affrontent des défis additionnels en matière de changements climatiques. Les récentes expériences faites de catastrophes naturelles – certaines liées logiquement aux changements climatiques, d'autres visiblement non (voir encadré 4: Qu'est-ce que les tsunamis ont à voir avec les changements climatiques?) – indiquent que les femmes sont plus exposées à perdre la vie et à connaître un sort pire que les hommes lors de phénomènes météorologiques extrêmes, depuis les vagues de chaleur jusqu'aux ouragans et aux tsunamis.

À Bonn en juin 2009, un texte de négociation rédigé par le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme sous les auspices de l'UNFCCC a reflété le fait que l'importance de la dimension sexospécifique était de plus en plus reconnue dans le débat sur les changements climatiques. Ce texte comprenait 13 références à la dimension sexospécifique, 17 références aux femmes et une référence à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Une participation accrue des femmes au débat sur le climat – que ce soit comme spécialistes, militantes de communauté ou négociatrices aux conférences tenues par les parties au Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques – ne peut que bénéficier à la réaction collective aux changements climatiques en ajoutant à la diversité des perspectives sur la manière de faire face au défi des changements climatiques. Il est possible de faciliter cette participation en améliorant l'égalité des femmes avec les hommes sur les plans juridique et social et en leur assurant une jouissance égale des droits humains, notamment le droit à la santé sexuelle et reproductive et celui de prendre la décision d'avoir ou non des enfants et de choisir le moment de leur naissance.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques n'a consacré en 2007 qu'une demi-page, sur les milliers que comptent ses rapports d'évaluation, au problème des "aspects sexospécifiques de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation" face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles comparables. Les femmes, est-il noté dans cet encadré, "sont impliquées en nombre infiniment plus grand dans les activités tributaires des ressources naturelles, comme l'agriculture, que dans les activités rémunérées". En outre, "le fardeau infiniment plus lourd que portent les femmes durant la période de relèvement [après une catastrophe due à des phénomènes météorologiques] a été attribué à leur rôle procréateur". Ce texte arrive à la conclusion que

4 QU'EST-CE QUE LES TSUNAMIS ONT À VOIR AVEC LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES?

Parce qu'il existe actuellement si peu de recherches fiables sur de nombreux aspects des changements climatiques, les spécialistes doivent parfois chercher dans des *équivalents indirects* des changements climatiques divers aperçus sur la manière dont les changements climatiques affectent différemment femmes, hommes, garçons et filles, ou dont chaque sexe réagit ou s'adapte aux catastrophes naturelles. Les équivalents indirects sont des phénomènes qui *ressemblent* aux changements climatiques par certains détails.

Le présent rapport recourt de temps à autre à des phénomènes extrêmes de bien des types à titre d'équivalents indirects. Il prend en considération les impacts des tempêtes (qui peuvent être liées aux changements climatiques), des tsunamis (qui visiblement ne le sont pas) et de catastrophes naturelles comparables en tant que méthode permettant d'envisager comment les changements climatiques pourront affecter la migration, la santé, les possibilités de gagner un revenu et les rapports entre les sexes dans les années à venir.

L'influence de la dimension sexospécifique dans la résistance aux impacts des changements climatiques est "à prendre absolument en considération" au moment d'élaborer des interventions pour faciliter l'adaptation, que les différences sexospécifiques liées à l'adaptation "reflètent des schémas plus généraux d'inégalité structurelle entre les sexes", et que pour réduire l'inégalité entre les sexes il est nécessaire de faire une place accrue dans les politiques à "un renforcement plus actif des capacités". En fait, les rapports d'évaluation du Groupe d'experts comprennent rarement plus de 15 % de femmes parmi leurs auteurs.

Les mesures récentes

Pour parvenir à une série d'accords visant à atteindre les objectifs de l'*atténuation* des changements climatiques (réduction des émissions ou autres moyens de diminuer les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère) et de l'*adaptation* à ceux-ci (réduction au minimum de la perturbation causée par les impacts des changements climatiques dans les domaines économique et social), la plupart des nations du monde ont ratifié l'UNFCCC. Le traité, entré en vigueur en 1994, appelle les nations du monde à "stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui prévienne une dangereuse ingérence anthropique dans le système climatique. Ce niveau doit être atteint dans un délai suffisamment court pour permettre aux écosystèmes de s'adapter naturellement aux changements climatiques, pour faire en sorte que la production alimentaire ne soit pas menacée et pour assurer la poursuite du développement économique de manière viable".

Trente-sept des 41 Programmes nationaux d'action pour l'adaptation aux changements climatiques, ou NAPA, que les gouvernements des pays en développement ont présentés à l'UNFCCC en mai 2009 au plus tard, établissent un lien explicite entre changements climatiques et population et voient dans une croissance démographique rapide un problème qui ou bien aggrave les effets des changements climatiques, ou bien entrave la capacité des pays de s'y adapter¹⁹. En préparant les NAPA, les pays les moins avancés font connaître leurs priorités et leurs besoins s'agissant de s'adapter aux changements climatiques. La croissance démographique peut contribuer à la pénurie d'eau douce ou à la dégradation des terres arables, qui peuvent à leur tour exacerber les impacts des changements climatiques. De même, la croissance démographique peut rendre plus difficile aux gouvernements d'alléger la pauvreté et d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le traité reconnaît les obligations que les pays ont non seulement à l'égard de leurs propres citoyens, mais aussi des générations futures, ainsi que l'obligation de protéger le système climatique “de manière équitable et conformément à leurs responsabilités communes mais différenciées et à leurs capacités respectives. En conséquence, les pays développés qui sont Parties à la Convention doivent prendre la tête s'agissant de lutter contre les changements climatiques et leurs effets négatifs”¹⁸. C'est pour donner suite à ces principes que la plupart des nations ont ratifié le Protocole de Kyoto de 1997, dont le but est de fixer un volume maximal des émissions de gaz à effet de serre des nations développées jusqu'en 2012. L'UNFCCC a encouragé les pays industrialisés à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre, tandis que le Protocole de Kyoto les y a fermement engagés.

Un agenda pour un changement positif

Les climatologues et les représentants de pays du monde entier se réuniront à Copenhague en décembre 2009 pour la quinzième Conférence des Parties à l'UNFCCC afin d'élaborer un nouvel accord international qui pourrait assurer le refroidissement de la planète à long terme. Cet accord devra réduire les émissions au niveau mondial et de manière équitable, édifier une capacité de résistance à un climat en voie de changement, surtout dans les pays qui ont contribué le moins aux changements climatiques mais sont le plus vulnérables à leurs impacts, et mobiliser la volonté du public et la volonté politique pour accomplir ces tâches selon des voies telles que toutes les nations puissent les approuver à long terme. Les négociations porteront aussi sur la nécessité de trouver des moyens de financement et de transférer des technologies aux pays en développement.

Mais ce à quoi les gouvernements doivent s'attendre et se préparer aujourd'hui, ce sont les énormes difficultés que les changements climatiques ajouteront probablement à l'entreprise déjà redoutable de faire progresser le développement, d'alléger la pauvreté, d'assurer l'accès à l'éducation et aux soins de santé et de progresser vers l'égalité des sexes. Des approches des changements climatiques assurées du succès ont une bien meilleure chance de se dégager dans le contexte d'un développement économique et social durable, du respect pour les droits de l'homme et la diversité culturelle, de l'autonomisation des femmes et de l'accès à la santé reproductive pour tous.

Les mesures spécifiques conçues pour remédier au problème doivent toutefois partir des faits et non procéder d'une hâte induite. Il faut combler avant que ce ne soit trop tard les lacunes de la recherche sur bien des effets des changements climatiques – et sur bien des solutions.

La complexité des changements climatiques anthropiques et l'élan qu'ils ont acquis suggèrent trois domaines d'action où il faut intervenir maintenant, avec des bénéfices immédiats, à court terme et à long terme.

Adaptation, maintenant et pour une longue durée. Certains changements climatiques ont déjà eu lieu et les températures s'élèvent, de sorte que nous n'avons d'autre choix que de nous adapter aux changements que nous affrontons maintenant et de prévoir ceux auxquels nous pouvons nous attendre dans l'avenir. Comme il est prévu que les températures s'élèveront pendant des décennies et le niveau des mers peut-être pendant des siècles, c'est une tâche aussi bien immédiate qu'à long terme d'apprendre à s'adapter et à devenir plus résistants aux changements en cours. L'adaptation, pourtant, n'est pas quelque chose que les pays donateurs, les banques ou les sociétés puissent en quelque sorte léguer aux pays en développement. Bien que le financement et le transfert de technologies et de connaissances soient essentiels, une adaptation réussie et durable doit procéder de la vie, de l'expérience et de la sagesse de ceux qui s'adaptent. Comme l'a dit Byllye Avery, fondatrice et ancienne Directrice de la *National Black Women's Health Imperative* aux États-Unis: “Quand on soulève un panier lourd, il faut le soulever par le fond.”

Atténuation immédiate. Si l'on n'arrête pas l'augmentation du volume des émissions mondiales de gaz à effet de serre et si on ne le réduit pas rapidement ensuite, l'adaptation aux changements climatiques deviendra une tâche sans fin – et peut-être impossible. Édifier notre capacité de résistance aux changements climatiques ne peut nous détourner de la nécessité de réduire les émissions aussi rapidement que possible, à partir de maintenant même.

Atténuation à long terme. De premiers succès, absolument nécessaires, dans la réduction des émissions seront un prélude à une tâche qui préoccupera probablement les humains pendant des décennies, voire des siècles: assurer la prospérité

au niveau mondial tout en empêchant les activités humaines de rendre l'atmosphère et le climat de la planète inhabitables pour eux-mêmes.

La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 a marqué un tournant dans l'histoire de la population et du développement. À cette conférence, le monde a reconnu que la population n'est pas une affaire de chiffres, mais de personnes. Le Programme d'action de la Conférence étendu sur 20 ans, adopté par 179 pays, affirme que si l'on satisfait aux besoins en matière de planification familiale et de santé reproductive, en même temps qu'on assure les autres services de base en matière de santé et d'éducation, le chiffre de la population se stabilisera de lui-même, sans qu'il soit besoin d'exercer une coercition ou un contrôle.

Il y a de bonnes raisons de croire que la réalisation de l'objectif de l'accès universel à la santé reproductive, conjuguée avec une meilleure éducation des filles et l'égalité des sexes, aiderait à atteindre les objectifs de santé et de développement tout en contribuant aussi au recul de la fécondité, ce qui aiderait du même coup à réduire les émissions de gaz à effet de serre à long terme. Ce recul de la fécondité conduirait de lui-même – ou même conjugué avec un taux de survie maternelle et infantile accru, ce à quoi la santé reproductive, l'éducation et l'égalité des sexes contribuent puissamment – à des chiffres de population inférieurs à ceux prévus dans la plupart des scénarios d'émissions de gaz à effet de serre élaborés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques. Un ensemble croissant de recherches indique que la stabilisation du chiffre de la population aidera à réduire les émissions de gaz à effet de serre à long terme. L'accès universel à la planification familiale volontaire est un mode d'intervention qui hâtera cette stabilisation.

Les représentants des gouvernements et des organisations non gouvernementales qui ont mis au point le Programme d'action de la CIPD ont réalisé deux avancées remarquables, susceptibles d'offrir un enseignement à ceux qui s'efforceront de trouver la formulation appropriée du traité sur les changements climatiques et de son protocole à Copenhague en décembre 2009. Première avancée: ils ont achevé de faire apparaître la croissance démographique comme une affaire de droits humains et du droit de tous les individus à prendre leurs propres décisions en matière de santé reproductive. Deuxième avancée: ils ont conçu une voie à travers laquelle l'accomplissement individuel contribuerait au bien-être des familles, des communautés et des nations, et en fin de compte à la viabilité écologique du monde entier.

Le Programme d'action est un modèle de ce qui pourrait paraître à juste titre comme un succès dans le domaine climatique. En particulier, les nations du monde parviendront peut-être à la conclusion que la reconnaissance du droit au développement et à une utilisation égale de l'atmosphère et

6 LES "CHANGEMENTS CLIMATIQUES", LE PROGRAMME D'ACTION DE LA CIPD ET LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Programme d'action de la CIPD mentionne les "changements climatiques" deux fois, d'abord dans son préambule comme un problème écologique, "résultant en grande partie de modes de production et de consommation non viables [et] aggravant les menaces qui planent sur le bien-être des générations futures". Le document appelle à "une coopération internationale accrue en matière de population dans le contexte du développement durable", mais n'offre aucune précision sur la manière de mobiliser cette coopération ni sur le rôle de la population dans le développement durable. Une deuxième mention des changements climatiques encourage les gouvernements à examiner les demandes de migration émanant de pays dont l'existence ... est menacée par le réchauffement de la planète et les changements climatiques"²⁰.

L'inquiétude a grandi concernant les changements climatiques dans les années écoulées entre la CIPD (1994) et les objectifs du Millénaire pour le développement (2000). Mettre fin à l'augmentation du volume des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2015 est l'une des cibles de l'Objectif du Millénaire pour le développement 7, qui vise à assurer la viabilité environnementale. Un rapport de 2008 sur ces objectifs mentionne trois fois en passant la croissance démographique, mais n'étudie pas en profondeur la dynamique de la population ni sa relation avec la viabilité environnementale ou les autres Objectifs.

de l'environnement mondiaux – conjuguée avec la jouissance égale de ces droits et de tous autres droits par femmes, hommes, filles et garçons, jeunes et vieux – cimentera un accord que toutes les nations peuvent respecter.

Les liens entre population et changements climatiques sont complexes et indirects dans la plupart des cas. Mais la nature de ces liens devient aujourd'hui suffisamment claire pour arriver aux recommandations essentielles du présent rapport aux fins d'atténuer les changements climatiques et d'aider à s'y adapter: obtenir de tous les gouvernements un engagement plus ferme dans les domaines de la population et du développement, assurer l'accès à la santé reproductive et soutenir activement l'égalité des sexes.